



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N° 57 du 18 Février au 3 mars 2025



LA TENTATION CHINOISE DE L'UE :
Face à la guerre des droits de douane de Donald Trump !

Devant le risque d'une guerre des tarifs douaniers annoncée par Donald Trump à l'encontre de l'UE, la Commission européenne a choisi la diversification des relations transnationales avec un sommet le 12 février au Canada de Justin Trudeau, un voyage surprise pour le sommet des Caraïbes le 19 du même mois, une visite en Inde des commissaires européens les 27 et 28 février de cette année. Déjà en décembre 2024, un mois après l'élection américaine Mme Ursula von der Leyen s'est rendue à Montevideo pour conclure un accord de libre -échange avec le Mercosur (Marché commun qui regroupe plusieurs pays d'Amérique du sud dont l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Chili, le Pérou, la Bolivie et l'Equateur), et aussi le 19 décembre pour signer un accord avec la Suisse, puis le 17 janvier un accord commercial est conclu avec le Mexique, mais aussi la reprise des négociations avec la Malaisie et la Présidente de la Commission européenne doit participer au sommet de la Communauté caribéenne à la Barbade pour lequel elle a déclaré "*Nous vivons dans un monde imprévisible. Il est plus important que jamais de rester unis, pour défendre nos valeurs communes et renforcer les liens avec les alliés de confiance*".

Le retour au pouvoir de Donald Trump aux USA force l'UE à chercher de nouvelles alliances géopolitiques devant la crise des relations transatlantiques et un sommet UE-Afrique du Sud est prévu en mars, mais aucune de ces relations géopolitiques et commerciales alternatives ne sont aussi puissantes que celles avec la Chine. Déjà en 2017 lors de la première élection de Donald Trump, celui-ci avait annoncé sa politique "*America first*" à travers les tarifs douaniers , dans le même temps le Président Chinois XI Jinping a déclaré à Davos "*Nous devrions nous engager à faire croître une économie mondiale ouverte, personne ne sortira vainqueur d'une guerre commerciale*". L'UE s'est mise à envisager un monde multipolaire avec un rôle positif de la Chine auprès des

Européens en promouvant la coopération mondiale et en coopérant sur des défis comme la lutte contre le changement climatique. En décembre 2020, un accord sur les investissements (Comprehensive Agreement on Investment) a scellé les relations entre l'UE et la Chine, mais du fait de l'agressivité politique et économique de la Chine pendant et après la pandémie du Covid 19 mais aussi son soutien à la Russie dans son agression en Ukraine, celui-ci est rendu caduque en mars 2023.

Au lendemain du retour de Donald Trump au pouvoir, le 21 janvier 2025, Mme Ursula von der Leyen déclare "*Je pense que nous devrions nous engager à obtenir des avantages réciproques dans notre dialogue avec la Chine et lorsque cela est possible, d'étendre nos liens commerciaux et d'investissement*". En mars 2025, Maros Sefcovic commissaire européen au commerce sera en Chine, mais comme l'a dit dernièrement Mario Draghi "*Les tarifs douaniers américains plus élevés sur la Chine redirigeront la surcapacité chinoise vers l'Europe, frappant davantage les entreprises européennes*" et beaucoup de grandes entreprises sont plus préoccupés par cet effet que la perte d'accès au marché américain en raison de l'augmentation des tarifs douaniers US sur l'aluminium, l'acier, les technologies vertes ou les produits de grande consommation. Pour éviter que son industrie ne soit balayée par les effets secondaires des mesures protectionnistes américaines contre la Chine, la Commission européenne n'aura pas d'autres alternatives que d'imposer des taxes douanières importantes aux produits en provenance de Chine !

Source : *La Matinale Europe du 27 février 2025*



LA DIRECTIVE OMNIBUS (pour tous en latin) : *Une dérégulation européenne ?*

Dans son programme de travail pour 2025, la Commission a annoncé une série de mesures pour réduire les règles européennes inutiles (moins 25% des charges administratives et même moins de 35% pour les petites et moyennes entreprises). Ces propositions ont pour objectif de s'attaquer aux **formalités administratives** et doivent **simplifier l'application de la réglementation de l'UE** pour les citoyens et les entreprises dans le cadre de la **boussole pour la compétitivité** issue du rapport Draghi, afin de retrouver de la compétitivité et de libérer du potentiel de croissance. Le premier train de mesure vise à rendre la publication d'informations en matière de durabilité plus accessible et plus efficace, de simplifier le devoir de vigilance pour soutenir les pratiques commerciales responsables, de renforcer le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pour un commerce plus équitable et de libérer les possibilités dans le cadre des programmes d'investissement européens. Ces propositions vont être transmises au parlement européen et au Conseil pour adoption après débats.

Cette « simplification » dans la vie des entreprises **est-elle de la déréglementation** pour diluer le « Pacte Vert » qui organise la transition des entreprises vers une économie

décarbonée dans le cadre du « Green Deal » adopté en 2019 et 2024 de lutte contre le changement climatique. Pour Pascal Canfin, ancien président de la commission environnement du Parlement européen « *La commission cherche à copier l'agenda trumpiste de dérégulation, alors que nous serons jamais les moins disants en termes sociaux, environnementaux ou fiscaux* ». Ainsi certains textes sont largement vidés de leur substance comme la directive CSRD (reporting extra-financier) qui oblige les entreprises depuis 2024 de rendre des comptes sur leur transition environnementale, celle-ci verra son champ d'application limité aux entreprises de plus de 1000 salariés au lieu de 250 et qui réalise un chiffre d'affaires de plus de 450 millions d'€, soit une réduction de 85% des entreprises concernées. Ces mesures devraient faciliter la guerre commerciale avec les USA, mais désespérer les ONG environnementales et tous ceux qui luttent contre le réchauffement climatique.

Même si le commissaire européen à l'Energie Mr Dan Jorgensen l'affirme « *Le fait que les Etats-Unis s'éloignent de leur programme climatique ne signifie pas que nous devrions faire de même. Au contraire, cela signifie que nous devons aller de l'avant* » mais renoncer aux contraintes pour la neutralité carbone en 2050, l'UE ne prend-t-elle pas le risque de ne pas parvenir à ses objectifs ?. Après la conférence de Munich sur la sécurité et à l'heure de l'abandon de l'Ukraine par Donald Trump mais aussi de l'agonie de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) les dirigeants européens sont aujourd'hui **mobilisés sur la défense**, l'industrie militaire et le financement des efforts de réarmements, plus que par la directive omnibus. Si une législation à peine adoptée est abrogée ou modifiée, la Commission ajoute de l'**incertitude juridique** dans un domaine important pour changer de modèle économique. Or l'enjeu est de **réguler dans l'UE** en fonction de nos choix stratégiques définis démocratiquement et avec notre réglementation, tous ceux qui veulent produire et vendre leurs produits dans l'espace européen.

Source :Libération du 26 février 2025



UKRAINE : Maintenant on fait quoi avec qui ?

Après l'humiliation infligée au président ukrainien par Donald Trump et JD Vance dans le bureau ovale de la Maison Blanche le vendredi 28 février 2025 sous les caméras de toutes les télévisions du monde , **24 dirigeants des pays européens** ont soutenu **Volodymyr Zelensky** en envoyant des messages de solidarité et des promesses de soutien au leader ukrainien à l'exception du Hongrois Victor Orban et du Slovaque Robert Fico mais aussi de l'Italienne Giorgia Meloni qui propose d'organiser un sommet urgent entre les USA, l'Europe et l'Ukraine. Dimanche 2 mars 2025 à l'initiative du premier ministre travailliste de Grande Bretagne, les principaux Etats membres de l'UE rejoints par le Canada et la Turquie se

sont réunis pour élaborer un plan de paix et envisager les actions pour mettre l'Ukraine dans une position de force pour qu'elle puisse négocier et comme l'a averti Keir Starmer "*Aujourd'hui, nous sommes à un tournant de l'histoire, ce n'est pas le moment de parler davantage, il est temps d'agir*". Un Conseil européen extraordinaire est prévu le jeudi 6 mars à Bruxelles.

Le président du Conseil européen Antonio Costa a déclaré "*L'Union européenne est prête à travailler avec tous nos partenaires européens et d'autres alliés sur un plan de paix pour l'Ukraine qui garantisse une paix juste et durable pour le peuple ukrainien*" mais devant les risques de blocages et de divisions de certains Etat membres, une coalition s'est constituée de pays volontaires pour l'Ukraine et la défense européenne. Mme Ursula von der Leyen mobilise des fonds pour réarmer l'Europe (800 milliards d'€) avec des changements des règles de l'UE pour financer des projets militaires dont un nouvel instrument financier offrant 150 milliards de prêts aux Etats membres pour des investissements dans la défense. En plus de ces prêts, l'activation de la clause de sauvegarde du Pacte de stabilité et de croissance pour permettre plus de flexibilité financière budgétaire aux pays, ainsi que la possibilité de mobiliser des capitaux privés via la Banque européenne d'investissement et l'Union des investissements et de l'épargne.

Le comportement de l'administration Trump choque beaucoup d'Européens "*Le monde s'écroule pour la plupart des Etats membres de l'UE qui considéraient la relation avec les USA comme une garantie de sécurité et une protection pour la démocratie*" Donald Trump et JD Vance ont abandonné l'Ukraine et l'Europe en pleine guerre avec la Russie et Elon Musk nous informe sur son réseau X de la sortie des Etats-Unis de l'OTAN et des Nations Unies. Le président français Emmanuel Macron confirme "*Les choix de l'administration américaine vont produire de l'incertitude géopolitique et économique et face à cette incertitude, nous devons agir*". Donald Tusk président polonais du Conseil européen réclame une présence beaucoup plus grande des troupes européennes en Finlande, dans les Etats baltes et en Pologne, à la frontière avec la Russie et la Bielorussie. Le même chef d'Etat soutient "*L'Europe est une puissance militaire. Il lui manque la conviction d'être vraiment une puissance mondiale*" Elle doit d'abord se mobiliser pour l'Ukraine et vaincre en son sein les partis nationaux-populistes animés dans leur haine de l'UE par les libertariens au pouvoir aux USA. "*A Washington, en refusant de plier, Volodymyr Zelensky était l'honneur de l'Europe*" dixit F.Bayrou

Source : La Matinale européenne du 3 mars 2025.

